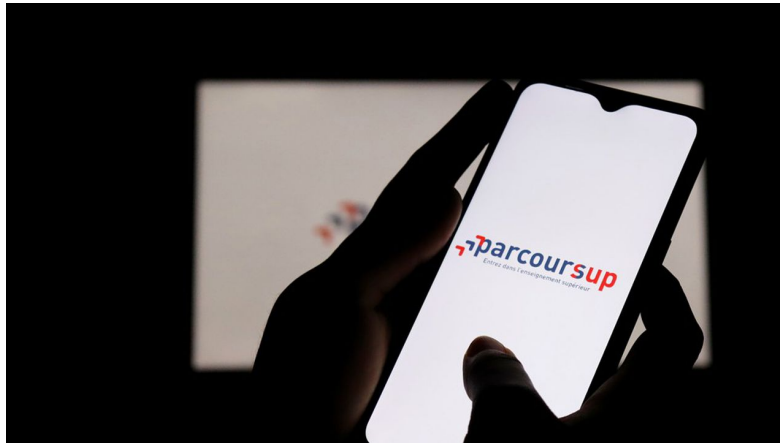




## Parcoursup en panne : les lycéens auront 24 heures de plus pour confirmer leurs vœux



Les lycéens doivent commencer à recevoir des réponses à leurs vœux à partir du 2 juin. (Brenda Rocha - Blossom/Shutterstock)

Publié le 6 avr. 2022 à 18:28Mis à jour le 6 avr. 2022 à 19:25

Cette fois, c'est officiel. Les lycéens vont bénéficier de 24 heures de plus pour compléter leur dossier et confirmer leurs vœux sur Parcoursup, a fait savoir le ministère de l'Enseignement supérieur par un tweet depuis le compte Parcoursup, confirmant ainsi l'information des Echos. Les lycéens avaient normalement le couperet de jeudi à 23h59 pour finaliser leur inscription.

L'échéance est donc reportée à vendredi, à la suite de la mise en maintenance de la plateforme, ce mercredi après-midi. Contacté, le ministère de l'Enseignement supérieur n'a pas donné d'explications sur les raisons de cette panne.

Vives réactions

L'annonce de la mise en maintenance de la plateforme, ce mercredi après-midi, a suscité de vives réactions sur les réseaux sociaux, de la part de futurs étudiants, mais aussi de chefs d'établissement. « C'est vrai, les bahuts ne font rien dans la journée en ce moment, ironisait un proviseur sur Twitter. Prochaine étape : fermons les restaurants à l'heure des repas. »

A quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, la mise en maintenance de la plateforme a pris une tonalité politique. Le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a tweeté l'une de ses interventions télévisées dans le cadre de laquelle il explique pourquoi, selon lui, il faut abroger Parcoursup et créer davantage de places à l'université. Avec ce commentaire : « Parcoursup en plein bug ! Décidément ! Dans quatre jours, vous pouvez voter pour en finir avec cette plateforme absurde. Pensez-y le 10 avril. »

A gauche, Anne Hidalgo a aussi promis d'« abroger » Parcoursup. Et Yannick Jadot entend mettre fin « à cette boîte noire qu'est Parcoursup ». « C'est terriblement angoissant pour des parents et pour les étudiants d'être face à un algorithme totalement déshumanisé », a-t-il estimé durant la campagne.



Sur Twitter, le principal syndicat du second degré, le SNES-FSU, a rebaptisé Parcoursup en « ParcourBug », en critiquant des « bugs à répétition » et en appelant aussi à sa suppression.

« Trente ans en arrière »

« Supprimer Parcoursup sans dire ce qu'on met à la place, ça nous fait doucement rigoler », grince un président d'université : « Est-ce que chacun va candidater dans une université, ce qui voudrait dire revenir trente ans en arrière avec des files d'attente devant les établissements ? Ceux qui affirment vouloir supprimer Parcoursup, pour l'instant, ne proposent pas d'autre solution. »

L'arrivée de Parcoursup a été un élément marquant du quinquennat qui s'achève. La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, en a fait une fierté de son bilan. La plateforme est « plébiscitée par ceux qui l'utilisent, ils la jugent, à plus de 75 %, pratique et compréhensible », vantait-elle en juillet dernier, mettant en avant un sondage Ipsos commandé par le ministère en septembre 2020. Selon cette même enquête, 77 % des utilisateurs jugent aussi la procédure « stressante ».

« Une performance similaire à APB »

De son côté, Emmanuel Macron avait salué, en janvier, la « formidable réussite » de la plateforme. « Parcoursup, je le dis avec beaucoup de gratitude pour celles et ceux qui ont porté ce projet, quand on avait le système APB, rappelez-vous, il y avait moins d'étudiants, c'était beaucoup plus compliqué, ça marchait beaucoup moins bien, avait-il lancé devant les présidents d'université. Merci à ceux qui l'ont pensé et fait. »

Tout en considérant que le sujet n'est pas « fini » pour autant. Et qu'il faut encore « un travail de clarification, d'orientation de terrain, de simplification qui doit être mené ».

« Nous devons investir aussi dans un travail d'orientation dès le collège, repenser profondément l'orientation de nos adolescents et de nos jeunes pour ne pas que ce soit un choix soudain où on laisse parfois des familles bien démunies quand il s'agit de rentrer dans l'application et d'apporter ses choix ».

Dans un rapport publié l'été dernier, l'Institut Montaigne relativisait « la performance » de Parcoursup : « En termes de nombre de candidats affectés, elle semble similaire à celle d'APB », à savoir 64 % de candidats affectés par APB en 2017 contre 63 % par Parcoursup en 2019. Le rapport insistait surtout sur « la méconnaissance de l'offre de formation et des enjeux de l'orientation [qui] semble toujours similaire parmi les élèves les plus défavorisés ».

